



Communiqué de presse de l'Association Française de Science Politique (AFSP) du 5 novembre 2025

Un électrochoc budgétaire pour les universités françaises

L'Association Française de Science Politique alerte solennellement sur les conséquences dramatiques des nouvelles coupes affectant l'enseignement supérieur et la recherche dans le projet de loi de finances 2026 actuellement débattu à l'Assemblée nationale. Alors que le ministère affiche un budget global annoncé pour l'ESR proche de 28,9 milliards d'euros, les arbitrages opérés sur des postes essentiels traduisent un désengagement réel et ciblé qui met en péril la qualité, l'autonomie et la mission républicaine des universités.

L'AFSP dénonce en particulier la sous-compensation des charges nouvelles imposées aux établissements – notamment au titre de la protection sociale complémentaire – dont le coût réel excède largement les crédits prévus par le PLF 2026. Cette mécanique d'austérité déguisée contraindra à nouveau les universités à rogner sur les moyens pédagogiques, la recherche, les recrutements et l'entretien du parc immobilier, accroissant de facto la précarité des personnels et des étudiants. Les chiffres discutés en commission montrent des écarts significatifs entre coûts réels et compensations proposées, exposant les établissements à des tensions financières graves. Ceci alors que le rapport de juillet 2024 de l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (IGESR) soulignait déjà une « dégradation des conditions de formations, conséquence d'une charge de travail élevée et de moyens insuffisants ».

L'AFSP partage les conclusions du communiqué de France Universités du 28 octobre 2025 : « toujours plus de charges, toujours pas assez de moyens pour les financer ». Nous appuyons l'exigence d'une compensation intégrale et immédiate des surcoûts, ainsi que la nécessité d'un plan pluriannuel renforçant durablement les moyens de la recherche et de la formation supérieure publique. Sans ces garanties, la France court le risque d'un recul durable de son système universitaire, avec des effets sur l'attractivité internationale, l'innovation et la cohésion sociale.

L'AFSP demande aux parlementaires de toutes tendances de réexaminer les arbitrages budgétaires et d'exiger des correctifs immédiats : compensation complète des charges, engagement fort sur le financement de la loi de programmation de la recherche, mesures dédiées à la revalorisation des carrières et dotations structurelles supplémentaires pour les établissements.

Contrairement à ce que la formule du ministre – « Ce n'est pas Zola non plus » – cherche à nous faire penser, la situation financière et pédagogique des universités est proprement dramatique. Elle ne doit pas devenir irréversible.

Paris, le 5 novembre 2025.